

Pierre Chabard
Virginie Picon-Lefebvre

LA DÉFENSE

2 un atlas

histoire / territoire

Parenthèses

Direction de l'ouvrage :

Pierre CHABARD, architecte et historien, docteur en architecture, maître-assistant à l'École nationale supérieure d'architecture, de la ville et des territoires, Marne-la-Vallée, directeur de l'Observatoire de la condition suburbaine (OCS), membre de l'UMR Ausser.

Virginie PICON-LEFEBVRE, architecte-urbaniste, docteur en histoire, maître-assistant à l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Malaquais, membre fondateur du Laboratoire Infrastructure, Architecture, Territoire (Liat).

Recueil des données cartographiques, réalisation des cartes et de la frise chronologique :

Nicolas FONTY, architecte-urbaniste.

Alvise PAGNACCO, architecte-urbaniste.

Recherche iconographique :

Loïse LENNE, architecte, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture, de la ville et des territoires, Marne-la-Vallée.

Remerciements à :

Karole Alleaume, Georges Amar, Stéphane Belzère-Kreienbühl, Xavier Bertrand, Christiane Blancot, Dominique Boré, Julia Bontempi, Didier Bourdin, Christian Bouvier, Noémie Brazier, Thierry Brou, Dominique Carré, Raphaël Catonnet, Philippe Chaix, Sylvie Chevalier, Stéphane Degoutin, Samuel Déom, Charles Daubas, Laure Gosselin, Luc Guinguet, Radija Hmaou, Johan Huynh-Tan, Jean-François Lavillonière, Jean-Marc Lefèvre, Marie-Christine Levasseur, Alex MacLean, Laurence Madrelle, Carlos Moreira, Virginie Pontallier, Xavier Pourrieux, Pascale Roynard, Pierre Sertour, Jean-Jacques Thiery, Emmanuel Thomas, Christophe Vénien, Stéphane Viale, Jean-Claude Voisset.

**Volume 1 :
LA DÉFENSE
un dictionnaire, architecture / politique**



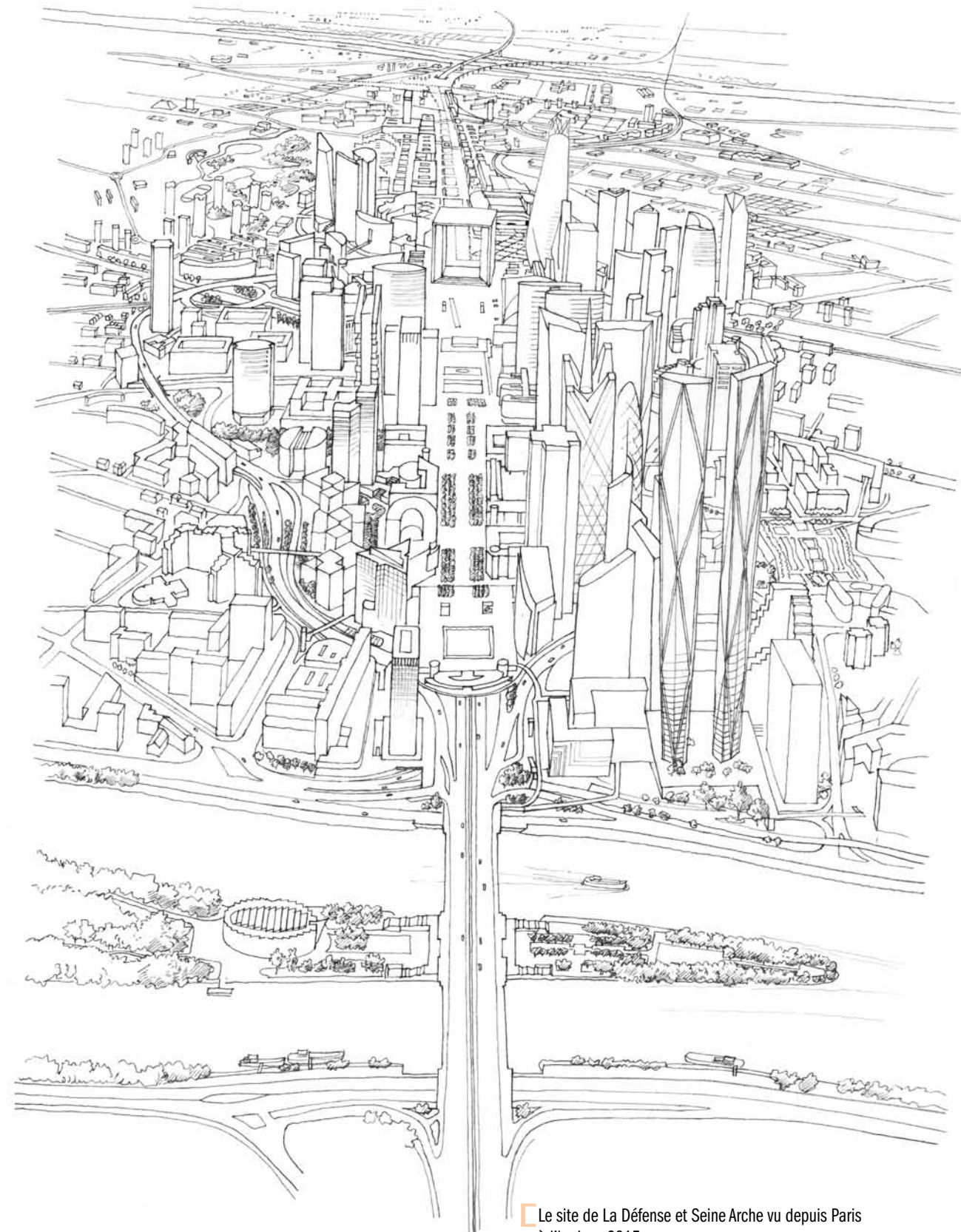
Réalisé et publié avec le concours de l'Établissement public d'aménagement de La Défense Seine Arche et avec la collaboration de l'Établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense / Defacto.

Copyright © 2012, Éditions Parenthèses.

ISBN 978-2-86364-263-4 (VOLUME 1)

ISBN 978-2-86364-264-1 (VOLUME 2)

ISBN 978-2-86364-265-8 (COFFRET)



Le site de La Défense et Seine Arche vu depuis Paris à l'horizon 2015.

Dessin Luc Guinguet, conception graphique LM communiquer & associés, 2009.



Vue du site de La Défense et Seine Arche depuis le sud-ouest, où figurent les projets en cours, notamment les Terrasses de Nanterre et les nouvelles tours du Plan de Renouveau : Phare, Generali, Ermitage...

Dessin Luc Guinguet, conception graphique LM communiquer & associés, 2009.





Photographies de
Alex MacLean, 2010.



La Défense : histoire d'une plaque sensible

Depuis les années cinquante, les doctrines urbaines ont connu de profondes mutations en relation avec les évolutions plus générales de la société française. À un modèle autoritaire, dirigiste de développement social et urbain, mis en place dans l'après-guerre, privilégiant une homogénéisation sociale et spatiale, va succéder une conception plus pragmatique et aussi plus chaotique de la société et de l'action de l'État. Avant même la chute du mur de Berlin en 1989, les tentatives radicales de modernisation de la forme du cadre bâti ont été abandonnées pour revenir à des modèles plus traditionnels inspirés de l'histoire des villes et de l'architecture pour aboutir finalement à une juxtaposition de formes hétérogènes. Abandon dû en bonne partie aux difficultés à imposer des schémas d'organisation de l'espace trop rigides, trop planifiés, optimistes si ce n'est généreux, caractéristiques de la période 1950-1975.

On assiste avec l'opération de La Défense à la mort d'une utopie qui consistait à vouloir réaliser une opération d'urbanisme en rupture avec la forme traditionnelle de la ville, entièrement nouvelle dans sa forme comme dans son fonctionnement, organisée autour de dispositions spatiales synonymes de la modernité, comme la dalle, la tour, la barre, l'autoroute. Comme une plaque sensible, La Défense est aussi un révélateur des évolutions de l'architecture : des tours et des barres géométriques des années cinquante aux immeubles post-modernes des années quatre-vingt, jusqu'à l'avènement d'un nouvel expressionnisme qui caractérise les dernières tours, comme la tour Phare de l'architecte américain Thom Mayne.

Par ailleurs si cette opération fait l'objet d'un investissement important de la part de l'État, elle sera témoin de la montée en puissance des acteurs privés, promoteurs et entreprises internationales, dont l'importance n'a fait que croître durant ces dernières années, pour réaliser à La Défense l'un des premiers quartiers d'affaires au niveau mondial. On note cependant que l'État, prenant conscience de son intérêt stratégique et face au risque d'obsolescence des infrastructures, a relancé à partir de 2007 l'établissement public d'aménagement. Il programme maintenant un nouvel avenir à l'horizon 2030 en intégrant les objectifs du développement durable.

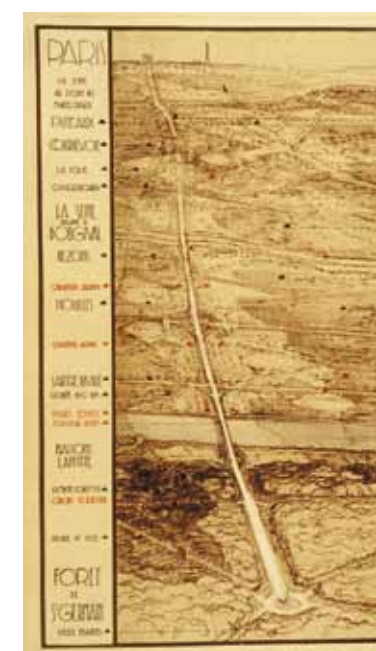
► Les origines du projet : une liaison routière avec Saint-Germain-en-Laye

Dans l'entre-deux-guerres on peut suivre l'amorce d'un projet qui dépasse largement ce qui deviendra le territoire de La Défense. Il s'agit de la construction d'une route éventuellement doublée d'une voie de chemin de fer qui relierait Paris à la forêt de Saint-Germain-en-Laye pour permettre aux Parisiens d'accéder facilement à un nouveau bois et pour réaliser une liaison routière vers l'ouest. Le projet d'une voie de chemin de fer a fait long feu, mais le projet d'autoroute A 14, passant au-dessus de la Seine vers la

plaine de Montesson, a bien été réalisé¹. L'idée de l'aménagement de l'axe est-ouest de Paris sera ensuite reprise par la préfecture de la Seine qui lance un concours pour une Voie triomphale, et surtout par l'urbaniste Henri Prost qui en intègre le principe sous la forme d'une autoroute dans le plan d'aménagement de la région parisienne de 1934, approuvé officiellement en 1941².

► Invention d'une opération d'urbanisme moderne (1950-1958)

La période 1950-1958 va être pour La Défense une période décisive car les discussions sur sa programmation mettent en jeu différentes représentations du futur quartier. Dans les débats on relève que l'on ne veut pas d'un Manhattan parisien et qu'il faut pour cela éviter les densités trop élevées où les voies trop étroites ressemblent à des gouffres³. Le programme fait l'objet de nombreuses tergiversations car le gouvernement hésite entre l'organisation d'une exposition universelle, l'installation de la maison de la Radio, le déplacement de la Foire de Paris ou encore la construction d'une foire-exposition permanente de l'industrie soutenue par la chambre de commerce de Paris. La date de l'ouverture de l'exposition universelle sera repoussée plusieurs fois et sa localisation variera entre des terrains proches de Paris et d'autres plus éloignés comme la plaine de Montesson. La maison de la Radio sera réalisée quai Kennedy, à Paris, par l'architecte Henry Bernard. Finalement, le projet d'une zone d'affaires comportant des logements emporte progressivement l'adhésion. Dans cette perspective, Eugène Claudius-Petit, ministre de la Construction, engage le 6 septembre 1950 les architectes Robert Camelot, Jean de Mailly et Bernard Zehrffuss. Parallèlement, le plan directeur pour «la zone dite de La Défense», ainsi que l'appellent ses concepteurs du ministère de la Construction, est adopté



Henri Prost, vue à vol d'oiseau de l'axe Place de l'Étoile - rond-point de La Défense, Maisons-Laffitte, ca 1930.



Plan directeur de La Défense, 1958.

¹ Voir P. Chabard, V. Picon-Lefebvre, *La Défense*, tome 1 : un dictionnaire, architecture / politique, Marseille, Parenthèses, 2012, notice « Axe » (Pierre Chabard).

² Une grande partie de cet historique est issu d'un travail de thèse publié en 2003 ; V. Lefebvre, *Paris-Ville moderne, Maine-Montparnasse et La Défense, 1950-1975*, Paris, Norma, 2003.

³ Ces réflexions renvoient bien sûr à la Charte d'Athènes dont le propos sur la spécialisation et la largeur des voies rencontre un bon accueil dans les services de l'État. Le Corbusier, *La Charte d'Athènes*, Paris, Plon, 1943.



Le rond-point de La Défense, état des lieux en 1949.

Le rond-point de La Défense en 1962 après la construction du Cnit.

Photographies aériennes (IGN).

Les trois architectes, Jean de Mailly, Bernard Zehruss et Robert Camelot, devant le chantier du Cnit, 1958.

en octobre 1956. Il distingue deux zones : une Zone A, appelée aussi Zone 1, située entre le pont de Neuilly et le rond-point de La Défense, et une Zone B plus à l'ouest, sur le territoire de la ville de Nanterre. Ce plan reflète les volontés de modernisation de la banlieue par le contrôle de son urbanisation ainsi que l'accent mis sur la reconstruction de l'industrie. Cette intention s'exprime sur un mode symbolique avec la construction en 1958 du Centre national de l'industrie et des techniques, le Cnit. Malgré le caractère public du projet, ce sont des sociétés privées qui financent la voûte spectaculaire qui va faire exister La Défense aux yeux des Parisiens.

On peut soutenir que La Défense incarne la volonté de l'État en matière d'urbanisme au début des années cinquante, dans la mesure où ce sont ses services qui interviennent comme premier opérateur. Il procède aux achats des terrains et réussit à convaincre les communes de Puteaux, Courbevoie et Nanterre de s'associer à son action, notamment en matière d'expropriation.

▷ Autonomisation d'un morceau de territoire de banlieue (1959-1969)

Les premières démarches menées par l'Établissement public de La Défense (Épad), créé en 1958, consistent d'abord à déterminer la forme du territoire urbanisable. La forme de poire de la Zone A est issue des opportunités foncières, des tracés de voirie⁴ existants et de la présence de terrains susceptibles d'être rachetés⁵.

La création d'un établissement public contribue à l'autonomisation de la zone à aménager. Pour étudier les infrastructures nécessaires à la desserte du nouveau quartier, l'Épad s'affranchit des découpages communaux. Sans être véritablement associées à cette transmutation, les communes de Puteaux, Courbevoie et Nanterre vont voir une partie de leur territoire devenir « La Défense ». En effet, le système de représentation des élus au conseil d'administration, malgré les déclarations de principe à l'origine de l'établissement, aboutit en fait à donner une majorité absolue aux représentants de l'État.

L'élaboration du programme est traversée par trois types de problèmes : la crise du logement, le manque de bureaux nécessaires au développement du secteur tertiaire et l'amélioration de la circulation automobile et piétonne. Les questions que se posent aujourd'hui les auteurs du « Plan de renouveau » semblent être de même nature, même si les formes architecturales ont changé, il s'agit toujours d'apporter davantage de services aux usagers et aux habitants à une échelle régionale. Seule la problématique du développement durable constitue un nouveau contexte pour la construction des tours comme pour leur rénovation.



⁴ Cf. B. Rouleau, *Villages et faubourg de l'ancien Paris, Histoire d'un espace urbain*, Paris, Seuil, 1985.

⁵ La Zone A est située entre le pont de Neuilly et la Grande Arche et on l'appelle aujourd'hui « La Défense ». La Zone B est située au-delà du rond-point jusqu'à la Seine à l'ouest. C'est sur cette zone, que l'on appelle maintenant Seine Arche, que se situe le projet des terrasses.

Région de La Défense (Nanterre – Courbevoie), plan de voirie de 1958.



Si l'exposition universelle a été abandonnée, l'idée de faire d'une opération d'urbanisme un objet d'exposition peut expliquer le caractère novateur de l'opération. En effet, d'une simple opération de lotissement le long d'une artère nouvelle apparaît progressivement l'idée d'un quartier moderne.

L'Épad, sous la direction d'André Prothin, va poursuivre les études menées au ministère en conservant le groupe des trois architectes qui prennent le titre d'architectes-coordonnateurs, le groupe est complété par les architectes-urbanistes Robert Auzelle et Paul Herbé, architectes-conseils, sous la direction de l'architecte-urbaniste de l'État, Claude-Hughes Boistière⁶.

► L'invention de la dalle

Durant cette deuxième période de conception, on va assister à la formalisation de la distinction entre les infrastructures et les superstructures. Le concept de la dalle va prendre progressivement forme comme une série de plaques posées en suivant la pente de la butte de Chantecoq — nom oublié du site de la Zone A. Le développement de l'usage de l'automobile explique ce choix qui réalise deux modifications radicales de la forme urbaine. D'abord l'abandon du sol naturel de la ville, puis la séparation des véhicules automobiles et des piétons. L'augmentation très importante du nombre des voitures a convaincu les ingénieurs des Ponts et Chaussées et les urbanistes de la nécessité de construire des voies rapides en milieu urbain. Par ailleurs, en matière de circulation, l'opération doit répondre tout à la fois à deux fonctions différentes : aménager un accès autoroutier à la capitale et desservir un nouveau quartier.

Pour ce faire, on a songé un moment à faire passer l'autoroute à ciel ouvert, les accès de part et d'autre se faisant aux moyens de passerelles. Cette proposition est rejetée à cause de la pente du terrain : vues de Paris, elles

Le site de La Défense en 1974, vu depuis Nanterre.



auraient formé un mur⁷. Comme il n'était pas question de détourner l'autoroute, qui symboliquement devait suivre le Grand Axe, la décision fut prise de l'enterrer et de construire une voie rapide, un anneau circulaire, pour desservir le quartier.

La dalle apparaît donc à la fois comme une réponse aux contraintes du site et du programme et au désir de mettre de l'ordre dans la banlieue. L'autoroute, la ligne de RER et de métro prévues vont être insérées dans l'ouvrage ainsi que les parkings. En surface se situe une grande esplanade réservée aux piétons. Cette solution permet en outre d'absorber la ligne de chemin de fer Paris-Versailles qui coupe, encore aujourd'hui, le Grand Axe derrière la Grande Arche de La Défense.

En 1958, la Zone A, d'une superficie de 130 ha, est composée de pavillons, de petits entrepôts et d'immeubles. Elle est plus petite que la Zone B qui couvre environ 620 ha dans la plaine de Nanterre, dont le territoire fortement industrialisé dès la fin du XIX^e est occupé en son centre par un bidonville⁸, et où subsistent encore quelques parcelles agricoles.

Le plan approuvé en 1963 pour la Zone A comporte le dispositif de la dalle, tel qu'il a été réalisé dans ses grandes lignes. Ce plan de masse distingue les tours de bureaux toutes semblables et d'une hauteur constante de 100 m par rapport au niveau de la dalle et les immeubles d'habitation plus bas qui s'organisent autour d'une cour. Les architectes les appellent « palais royal » en référence au jardin du Palais-Royal à Paris⁹.

La construction de la dalle, état du chantier en 1975.

⁶ Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notices « Robert Camelot », « Jean de Mailly », « Bernard Zehrfuss » (Simon Texier), « Robert Auzelle » (Frédéric Bertrand), « Claude-Hughes Boistière » (Virginie Picon-Lefebvre).

⁷ On aurait obtenu une ville proche des projets des années vingt tels que la *Grosstadt* de l'urbaniste allemand Ludwig Hilberseimer.

⁸ Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notice « Bidonvilles » (Marilena Kourniati).

⁹ Plan de masse approuvé par décret en conseil d'État, le 7 mars 1963. Voir AFU 9360, Archives du ministère de l'Équipement : Sous direction de la création architecturale et des constructions publiques, « Observations sur le dernier état du plan de masse de La Défense », 7 novembre 1972.



Courbevoie, construction de La Défense et démolition des bâtiments expropriés (1969).

Chantier de La Défense en 1972.

Photographies de Henri Cartier-Bresson © Magnum Photos.



L'Épad prend en charge la construction de la desserte viaire, des parkings, de la dalle et des gares du RER et de la SNCF selon les principes de fluidité et d'autonomie. D'après la conception d'origine, les parkings ne desservent pas une tour en particulier mais une zone ou un quartier ; ils sont pensés comme une extension du réseau public. Pour financer les infrastructures, l'établissement public doit vendre aux promoteurs les droits à construire. Malgré les intentions du plan, les opérations de bureaux vont être privilégiées aux dépens des logements et c'est un quartier d'affaires qui va se construire peu à peu — même si quelques logements sont édifiés, dont un « palais royal », conçu par Robert Camelot, sur la dalle, côté Courbevoie.

▷ Un aménagement « politique » en fonction des opportunités foncières

Pendant la même période, sur la Zone B¹⁰, l'État a implanté un certain nombre d'opérations sans véritable coordination avec l'Épad. 2 500 logements sociaux sont bâtis sous la direction de Robert Camelot, Jean de Mailly et Bernard Zehruss, répartis en trois grands ensembles livrés entre 1958 et 1960. L'annexe de la Sorbonne, future université Paris X-Nanterre¹¹, inaugurée en 1964, est construite sur d'anciens terrains militaires de l'Armée de l'air d'une superficie d'une trentaine d'hectares. Par ailleurs, André Malraux, ministre des Affaires culturelles de De Gaulle, obtient d'implanter un vaste complexe culturel le long du Grand Axe et de la future autoroute A 14 prévue alors en viaduc (l'autoroute A 14, d'après la préfecture, devait être construite sur un talus). En janvier 1964, il confie à Le Corbusier ce projet, qui rassemble trois écoles d'art et le Musée du xx^e siècle¹². En novembre de la même année, à la suite de la réforme administrative de la région¹³ qui supprime le département de la Seine et qui crée le département des Hauts-de-Seine, on ajoute à ce programme celui d'une nouvelle préfecture¹⁴.

▷ Une vision fantastique pour la Zone B

Alors que la Zone A se construit en suivant le plan de 1963, l'architecte André Remondet imagine pour la Zone B un projet fantastique à partir d'un schéma publié en 1967¹⁵ par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne (IAURP) qui distingue trois quartiers (B1, B2, B3)¹⁶.

¹⁰ Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notice « Zone B » (Pierre Chabard).

¹¹ Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notice « Université Paris Ouest - Nanterre-La Défense » (Agnès Sanders).

¹² Voir G. Ragot, M. Dion, *Le Corbusier en France, projets et réalisations*, Paris, Le Moniteur, 1997, p. 398.

¹³ Réforme du 10 juillet 1964 découpant l'Île-de-France en six départements, administrés chacun par une préfecture et un conseil général. En première couronne, les préfectures des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ont été respectivement construites à Nanterre, Bobigny et Créteil, au tournant des années soixante-dix.

¹⁴ Lettre de Max Querrien à Le Corbusier, 9 novembre 1964 (archives Fondation Le Corbusier).

¹⁵ Voir « Paris dans vingt ans, 2^e parution », *Paris Match*, n° 952, 8 juillet 1967, pp. 52-53 ; « Zone B », *Techniques et Architecture*, n° 1, février 1968, pp. 117-124.

¹⁶ La Zone B 1 correspond au quartier de l'actuelle gare Nanterre-Préfecture, la Zone B 2 au secteur des trois grands ensembles de 1957-1958 ; la Zone B 3 couvre l'extrémité ouest entre la ligne de RER Paris - Saint-Germain-en-Laye et la zone industrielle du bord de Seine.



Couverture du n° 951 de *Paris Match* consacré à « Paris dans 20 ans » (1^{er} juillet 1967).



Remondet organise la Zone B1 en bandes programmatiques parallèles, s'étendant d'est en ouest et y intègre les projets prévus sur le site : l'auto-route dominée par l'extraordinaire tour Lumière Cybernétique de Nicolas Schöffer¹⁷ et le complexe culturel de Malraux qualifié de « Versailles intellectuel¹⁸ ». Il projette un parc de 45 ha sur les terrains d'anciennes carrières non constructibles et, plus au nord, imagine d'étonnants immeubles-cratères, hauts de dix à quarante étages, serpentant sur une dalle qui prolonge celle de la Zone A. Enfin, une « forêt » d'une cinquantaine de tours de logements sociaux complète ce grand paysage architectural ; une première vision d'ensemble qui ne sera que très partiellement réalisée.

▷ La remise en cause de la modernité (1970-1973)

Jean Millier¹⁹, prend la tête de l'Établissement public d'aménagement de La Défense en 1969 et obtient les pleins pouvoirs. Il va marquer l'histoire du projet par sa volonté d'en faire l'incarnation du dynamisme d'une France reconstruite qui se lance, dans ce qu'on appelle à l'époque, l'internationalisation. La Défense connaît alors une période de grande effervescence et dix permis de construire sont attribués de 1971 à 1972 pour des tours de bureaux qui ne sont pas conformes au plan de 1964. Le mouvement s'amorce avec les négociations engagées par les compagnies d'assurance du Gan qui demandent à relier deux tours proches l'une de l'autre sur le plan. Jean Millier supprime également la différence formelle entre immeubles d'habitations et immeubles de bureaux en autorisant la construction de deux tours de logement durant cette période.

À un projet de « composition urbaine » va se substituer un aménagement au coup par coup qui va remettre en cause le projet initial. On peut y lire une

Épad, plan de situation du quartier d'affaires en 1980.

des conséquences des événements de Mai-68, qui peuvent être interprétés comme la fin du mythe du consensus social de la société d'après-guerre sur lequel s'était fondée cette opération qui se voulait exemplaire.

Ce consensus s'exprimait dans le programme qui mélangeait logements et bureaux ainsi que dans le plan de masse régulièrement ordonné qui mettait tous les immeubles sur un pied d'égalité²⁰. Les seuls bâtiments singuliers étaient soit d'intérêt public, comme le Cnit, soit d'ordre esthétique comme la tour de 200 m de haut qui devait lui faire face et donner une dynamique à la composition d'ensemble. Cette volonté des architectes de composer les verticales des tours de bureaux avec les horizontales des barres de logements va disparaître pour plusieurs raisons. L'une des principales est la difficulté d'attirer les promoteurs à cause de la rigidité de la composition d'ensemble. Si les premiers investisseurs avaient été fortement encouragés par l'État à venir à La Défense, les nouveaux acquéreurs qu'il faut séduire deviennent plus exigeants et réclament des évolutions du plan de masse. Par ailleurs la critique s'exprime de plus en plus ouvertement contre le Style international qu'illustre l'architecture de La Défense²¹. À côté des journalistes dénonçant la monotonie et la banalité de l'architecture moderne, les cinéastes comme Jacques Tati ou Jean-Luc Godard²² stigmatisent cette ville monotone et inhumaine, qu'incarnent selon eux les Grands Ensembles et La Défense, tout en étant fascinés par cette nouvelle esthétique.

▷ Une opération d'exception

De manière plus générale, un changement de stratégie s'opère au tournant des années soixante et soixante-dix au sein de l'État. Au début des années soixante, des mesures d'exception avaient sauvé l'opération. Pour éviter le développement jugé alors excessif de la région parisienne, le gouvernement avait institué une redevance pour la construction de bureaux à Paris et dans sa région. À la fin de cette décennie, cette politique malthusienne est remise en cause par De Gaulle. Paul Delouvrier relance le développement de la région parisienne par la construction des villes nouvelles²³. Cependant, pour les favoriser, la construction des bureaux est pratiquement interdite dans la banlieue et dans Paris, excepté à Bercy-gare de Lyon, dans le quartier Italie, à Maine-Montparnasse, au Front-de-Seine et à La Défense. Ce n'est donc pas l'existence de La Défense qui a permis d'éviter la construction de tours de bureaux au centre de Paris, mais une politique volontariste menée par la technocratie.



Photogrammes extraits du film de Jean-Luc Godard, *2 ou 3 choses que je sais d'elle* (1967).

¹⁷ Ce projet était présenté dans le deuxième numéro de *Paris Match* sur « Paris dans vingt ans » (*op. cit.*, pp. 39 et 50-51).

¹⁸ *Ibid.*, p. 53.

¹⁹ Cf. *La Défense, un dictionnaire*, *op. cit.*, notice « Jean Millier » (Tricia Mehaan).

²⁰ Sur le modèle du *Plan pour une Ville contemporaine de 3 millions d'habitants*, présenté par Le Corbusier en 1922.

²¹ Selon l'expression inventée lors de l'exposition au Moma de 1932 ; voir H.-R. Hitchcock, P. C. Johnson, *Le Style international* [1932], Marseille, Parenthèses, 2001.

²² Par exemple *Play time* de Jacques Tati, 1967, ou *Deux ou trois choses que je sais d'elle*, de Jean-Luc Godard, 1967. La similitude des dates est à noter.

²³ Le décret du 24 octobre 1967 qui institue le Comité de décentralisation accordera la priorité aux villes nouvelles et aux « centres restructurateurs ».

► Une nouvelle dynamique pour une ville verticale et plus dense

De nouveaux architectes consultés par l'Épad, Roger Saubot²⁴ et François Jullien, vont modifier le schéma initial pour doubler la dalle de circulations piétonnes souterraines mettant ainsi les usagers à l'abri des intempéries²⁵. Certaines tours comme la tour Fiat, par exemple, bénéficient ainsi d'un accès direct avec le RER inauguré en 1970.

Après une vive polémique sur la vue des tours depuis Paris²⁶, Jean Millier obtient en 1972 une augmentation des densités et un plan de masse révisé qui permet la construction de tours plus hautes et de formes variées. Le modèle implicite de la série industrielle qui avait donné sa forme à la première phase de construction est alors jugé obsolète. Les nouvelles tours sont caractérisées par une grande diversité dans les matériaux, la modénature et la tectonique. Le règne de la publicité toute puissante marque de son empreinte leur architecture. Par exemple la fameuse tour Fiat, aujourd'hui Areva, achevée en 1974, un mégalithe noir de 178 m de haut, dans laquelle Millier va faire emménager l'Épad²⁷. Dans un contexte de compétition économique mondialisée, chaque entreprise doit se démarquer de sa voisine pour se faire connaître et gagner des marchés. Derrière cette évolution, on ne trouve pas un plan établi, la Zone A se construit sur le mode d'une juxtaposition pragmatique, la seule règle étant la relation à la dalle, qui subsiste comme élément de liaison. Dalle que Dan Kiley, paysagiste américain, va redessiner en 1972, en proposant un aménagement qui entend remettre de l'ordre dans un paysage urbain qu'il juge chaotique.

► À la recherche d'alternatives architecturales et urbaines : les proliférants de la Zone B

En ce qui concerne l'ouest de l'opération, « L'Atelier Zone B²⁸ » mis en place par l'Épad en 1969 rassemble des architectes comme Jacques Kalisz ou Adrien Fainsilber²⁹. Des recherches y sont fédérées derrière la bannière de ce qu'on a appelé en France « l'architecture urbaine³⁰ ». S'appuyant sur la préfecture de Nanterre³¹, le parc André-Malraux³² et une partie de « la forêt » de tours de logements au sud, « l'Atelier Zone B » propose un premier « schéma organique³³ » adopté en septembre 1973. Il définit un nouveau centre urbain linéaire qui, tout en conservant le principe d'une dalle piétonne, est baptisé « axe urbain » et prend la forme d'un agglomérat proliférant se déployant d'est en ouest, selon une trame à 45°.

► Crise et renaissance (1974-1989)

Le choc pétrolier de 1973 et ses conséquences sur le marché immobilier auront raison de l'imaginaire architectural optimiste des Trente Glorieuses. En ce qui concerne la Zone B, un des signes de ce changement est la commande par l'Épad à l'architecte Ricardo Bofill d'une série d'études pour le centre urbain de la Zone B 1. Bofill, rompant radicalement avec les projets de « l'Atelier Zone B », propose un complexe multifonctionnel qui mobilise, en la simplifiant, la rhétorique formelle du néo-classicisme.

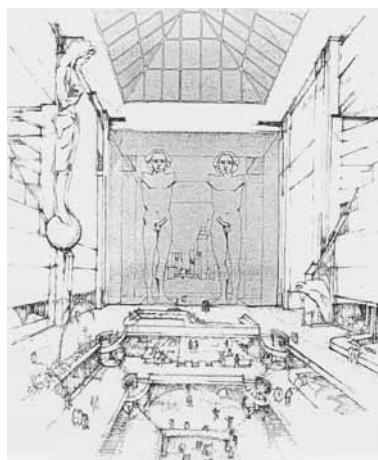
La crise économique va avoir un effet foudroyant sur la Zone A. La tour Manhattan, terminée fin 1975, ne sera occupée qu'en 1978. Pour l'Épad la situation est catastrophique, il faut continuer à rembourser les emprunts contractés pour construire les infrastructures alors que les rentrées d'argent assurées par la vente des droits à construire sont taries. L'établissement



La tour Fiat en construction, juillet 1974.



La dalle centrale de La Défense, aménagements de Dan Kiley.



Ricardo Bofill, esquisse pour le « Point M » à Nanterre (site de l'actuelle station RER Nanterre-Préfecture), 1974.



licencie alors une grande partie de son personnel et la construction des infrastructures est freinée. Celle des tours commencées s'achève mais les nouvelles tardent à démarrer. Entre 1975 et 1977, aucun droit à construire n'est commercialisé.

La Zone A rentre pour un temps en sommeil. Son redémarrage sera toutefois rapide et s'effectue avec la construction du centre commercial des Quatre-Temps inauguré en 1981, qui donne un nouveau rôle de pôle régional au quartier. Si les premières tours de cette période sont plus basses, plus épaisses, la frilosité des investisseurs ne dure qu'un temps. Avec la reprise des années quatre-vingt, les tours vont se dresser à nouveau. Leur conception s'est modifiée par rapport aux constructions précédentes. Le promoteur Christian Pellerin obtient, à partir de 1978, un quasi-monopole des droits à construire pour des tours plus complexes. Les espaces intérieurs se

Le centre commercial des Quatre-Temps face au Cnlt. Photographie de Alex MacLean, 2010.

²⁴ Cf. *La Défense, un dictionnaire*, op. cit., notice « Robert Saubot » (Clément Orillard).

²⁵ On peut mettre cette décision en regard avec les projets de ville souterraine à Montréal, au Canada, durant la même période ; voir A. Lortie (ed.), *The 60s, Montreal thinks big*, Montréal, CCA, 2004.

²⁶ Voir dans la bibliographie du volume « Dictionnaire » le zoom consacré à cette polémique.

²⁷ Cf. *La Défense, un dictionnaire*, op. cit., notice « Tour Fiat » (Rémi Rouyer).

²⁸ Cf. *La Défense, un dictionnaire*, op. cit., notice « Zone B » (Pierre Chabard).

²⁹ « L'Atelier Zone B » comprend des architectes connus à l'époque : Claude Schmidlin, Adrien Fainsilber (architecte du musée des Sciences et des Techniques de la Villette) et Jacques Kalisz (professeur à l'Unité pédagogique d'architecture n°1 et architecte de l'école d'architecture de Nanterre), ainsi que Henri Robert-Charrue, Xenia Grisogono, Rémi Masson et Guy Riboulet.

³⁰ Voir les deux numéros que *Techniques et Architecture* a consacrés à l'architecture urbaine (n° 306, octobre 1975 ; n° 307, janvier 1976).

³¹ Architecte André Wogenscky, ancien collaborateur de Le Corbusier. Mis en chantier en 1968, le bâtiment est achevé en 1972. Voir « Préfecture des Hauts-de-Seine », *L'Architecture d'aujourd'hui*, n° 135, décembre 1967-janvier 1968.

³² Cf. *La Défense, un dictionnaire*, op. cit., notice « Paysage / Paysagistes » (Bernatte Blanchon).

³³ *La Défense Zone B, Schéma organique*, rapport Épad, décembre 1969.



Inauguration du centre commercial des Quatre-Temps par le Premier Ministre Raymond Barre le 27 février 1981.



différencient et les halls s'élèvent en hauteur. Le confort des salariés devient une préoccupation majeure, comme dans la tour Elf, aujourd'hui Total, où l'accent est mis sur les bureaux individuels en premier jour³⁴.

► « Le retour de la ville » sur Nanterre

Si la Zone A était déjà trop avancée pour être remise en cause, un nouveau rapport de forces s'institue au sujet de la Zone B entre Nanterre et l'Épad, qui conduit notamment une révision du plan de 1973 pour la Zone B³⁵. Celle-ci fait l'objet d'une série d'études de 1979 à 1986, avec comme point commun le retour à une composition au niveau du sol, en îlots desservis par des espaces publics dits traditionnels (rues, places, etc.) et l'abandon du principe de la dalle sous l'influence de Jean-Paul Lacaze, directeur de l'Épad de 1979 à 1983. Le quartier est également réorienté autour d'un axe nord-sud qui entend faire dialoguer les différents programmes avec la ville de Nanterre, restée jusque-là le témoin souvent impuissant des projets menés sur son territoire³⁶.

► Le retournement vers l'ouest (1990-1997)

Après des années de polémiques sur le projet Tête Défense, à l'extrémité ouest de la Zone A, François Mitterrand, élu président de la République, lance, sur les conseils de Robert Lion, un concours international pour un Carrefour de la Communication en 1983.

L'Arche de La Défense³⁷ inaugurée en 1989, va donner une nouvelle assise à la Zone A que l'on assimile alors avec La Défense, en oubliant la Zone B. Sa forme, une arche, va permettre de changer la direction de la perspective de l'est vers l'ouest, de Paris vers Nanterre. L'Épad décide d'envisager de nouveaux aménagements sur les terrains gagnés par la décision d'enterrer l'autoroute A 14 et la destruction des viaducs et talus construits sur le territoire de Nanterre et organise en 1990-1991 un concours d'idées dans le cadre de la mission Grand Axe³⁸.

Le chantier de la Grande Arche, 1987.



Le projet lauréat de l'équipe Universeine³⁹ matérialise l'Axe derrière l'Arche par un ponton linéaire monumental, la Jetée, réalisé en 1998, qui passe au-dessus des cimetières. Il propose de dissoudre l'axe dans un système viaire et paysager linéaire plus souple pour structurer les tissus adjacents, et lier entre eux divers programmes et équipements⁴⁰.

L'équipe lauréate, associée par la mission Grand Axe à d'autres architectes pour une tentative nouvelle « d'atelier », se heurte à la réalité de la perte de pouvoir progressive de l'Épad sur ce territoire. En décembre 2000, les tentatives de la Ville de Nanterre pour prendre la main se concrétisent enfin et un nouvel établissement public est créé, l'Établissement public d'aménagement de Seine Arche (Épasa), qui lance un concours sur les mêmes terrains ; concours remporté en 2001 par l'équipe TGT qui propose de structurer l'ancienne emprise de l'autoroute de 120 m de large par des terrasses

La Grande Arche et l'axe de l'Arc de Triomphe. Photographie de Alex MacLean, 2010.

³⁴ Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notice « Tour Fiat » (Rémi Rouyer).

³⁵ Pour une analyse détaillée de ces plans successifs, voir L. Josse et O. Boissonnet, *Zac Br : Étude historique et architecturale*, rapport Épad, décembre 1986.

³⁶ Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notice « Zone B » (Pierre Chabard).

³⁷ Voir F. Chaslin, V. Picon-Lefebvre, *La Grande Arche de La Défense*, Paris, Electa Moniteur, 1989.

³⁸ *Mission Grand Axe : consultation internationale sur l'axe historique à l'ouest de la Grande Arche de La Défense*, Paris, Pandora / Épad, 1991.

³⁹ Les architectes Paul Chemetov et Borja Huidobro, le paysagiste Gilles Clément, l'anthropologue Marc Augé.

⁴⁰ Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notice « Mission Grand Axe » (Françoise Fromonot).



le long desquelles prennent place des immeubles en un front continu épais et relativement bas.

▷ Un quartier mondial (1998-2011)

Pendant les premières années du XXI^e siècle, l'Épasa va commencer la construction des terrasses. Parallèlement, l'Épad prend conscience de l'état de dégradation de certaines tours et du vieillissement des infrastructures et estime que dix-sept tours ne répondent plus aux critères du marché immobilier. Le Plan de renouveau, dévoilé en 2006 par l'État, illustre la volonté d'engager un processus de transformation du quartier d'affaires et constitue un ambitieux programme de construction et de réhabilitation⁴¹.

▷ Un plan pour le futur

Le Plan de renouveau s'écrit parallèlement à une réorganisation institutionnelle qui, en 2007, sépare la gestion du site (Zone A) — confiée à un nouvel établissement, Defacto —, de l'aménagement conservé par l'Épad. Pour accélérer le processus de réactualisation du parc immobilier, un ensemble d'exonérations et de redevances est instauré pour encourager les opérations de démolition et de reconstruction comme celles de réhabilitation et d'extension. À titre d'exemple, le projet de la tour First, réalisé par une surélévation de la tour Axa de 1974, a permis d'étendre sa surface et d'augmenter sa hauteur de 159 à 218 m.

Il s'agit également de positionner le quartier de La Défense au sein d'une concurrence mondiale accrue en faisant appel à des architectes de stature internationale. Pour ce faire quatre nouveaux immeubles de taille exceptionnelle sont initiés en 2007 : les tours Signal, Phare et Hermitage Plaza.

La Grande Arche et la jetée qui ouvre sur l'ouest.
Photographie de Alex MacLean, 2010.

La première, dont la construction a été abandonnée à la suite de la faillite de son investisseur — conséquence de la crise financière de 2008 —, était une tour mixte de 301 m de haut de l'architecte Jean Nouvel. La tour de bureaux Phare culminera à 300 m, soit trois fois la hauteur des tours de 1964 ! Enfin, les deux tours jumelles du projet Hermitage Plaza de l'architecte Norman Foster, d'une hauteur de 305 m, seront les plus hautes d'Europe à leur achèvement prévu en 2016⁴². Par ailleurs, pour assurer une meilleure desserte, un projet de renforcement du réseau des transports publics — dont le projet de métro automatique en rocade lié au Grand Paris — est décidé par l'État qui en a confié la réalisation à la Société du Grand Paris.

Ces différentes actions visent à inscrire La Défense dans son territoire régional tout en la mettant en relation avec l'espace national et international. Ce changement d'échelle, amorcé cependant dès les années soixante-dix, se heurte aux réalités locales et aux demandes parfois contradictoires des communes qui se partagent le pouvoir et les retombées financières. En outre, à la recherche « d'une nouvelle urbanité », selon les termes du directeur général de l'établissement public, Philippe Chaix, le Plan intègre également la rénovation des espaces publics ainsi que l'achèvement de la transformation du boulevard circulaire en boulevard urbain, parachevant la remise en cause de certains des principes ayant présidé à l'origine de l'opération.

Enfin en 2010, à l'initiative de l'État, la fusion des deux établissements publics (l'Épad et l'Épasa) en l'Épadesa (Établissement public d'aménagement de La Défense Seine Arche) reconnaît le destin commun de ces deux territoires qui doivent maintenant se plier aux exigences du nouveau paradigme de l'environnement durable. Si le Plan de renouveau a mis en place une stratégie à quinze ans de maîtrise de l'énergie avec modernisation du réseau de chaleur et développement des sources renouvelables, force est de constater que La Défense n'apparaît pas comme un quartier exemplaire à ce titre. Il est vrai qu'elle a été imaginée à l'époque de l'énergie illimitée, de la vitesse sur l'autoroute, du plein emploi d'un pays en croissance et qu'elle doit se forger un nouvel imaginaire pour réussir à se projeter vers le futur sans pour autant renier son histoire.

▷ Une réalisation exceptionnelle

Pour conclure, il nous faut insister sur quelques points importants. Tout d'abord La Défense, pensée comme une forme urbaine radicale et novatrice, est restée un prototype. Si, au moment de l'approbation officielle du plan de 1963, la dalle comme forme urbaine et la séparation des circulations comme principe sont largement évoquées par les urbanistes et font même



Les tours au cœur de l'opération de La Défense.
Photographies de Alex MacLean, 2010.

⁴¹ Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notice « Plan de renouveau » (Rémi Rouyer).

⁴² Cf. *La Défense, un dictionnaire, op. cit.*, notice « Tours » et les notices Tour « Phare », « Signal », « Hermitage » (Rémi Rouyer).

⁴³ *Traffic in Towns*, The Buchanan Report, UK Ministry of Transport, HMSO, 1964. Le rapport est traduit en français sous le titre : *L'Automobile dans la ville, Étude des problèmes à long terme que pose la circulation dans les zones urbaines*, Rapport du groupe pilote et du groupe de travail créés par le ministre des Transports de Grande-Bretagne, Paris, Imprimerie nationale, 1965. L'idée des dalles pour résoudre le problème de la circulation automobile dans les centres villes est également présentée dans Percy Johnson-Marshall, *Rebuilding Cities*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1966, p. 54.



Épad, plan de situation
du quartier d'affaires
en 2000.

La Défense en 2003.
Photographie aérienne, IGN.



l'objet de recommandations officielles en Grande-Bretagne dans le rapport Buchanan⁴³, elle resteront dans la plupart des cas à l'état de projet. On en trouve toutefois des concrétisations dans le quartier de la Part Dieu à Lyon, au centre de Bobigny en région parisienne ou encore dans les villes nouvelles. Dans la Zone A, l'espace public de la dalle, « l'esplanade de La Défense », constitue aujourd'hui une réussite incontestable, un lieu étonnant et spécifique qui connaît un succès populaire.

Par ailleurs, il faut insister sur le poids de la conjoncture sur l'évolution de l'opération. Sur une période aussi longue (1950-2011), de nombreux projets, parfois étudiés dans les moindres détails, comme la tour Lumière Cybernétique de Nicolas Schöffer ou la Tour sans fins de Jean Nouvel ont été abandonnées pour des raisons politiques ou économiques ou encore pour suivre l'évolution des idées en matière urbaine. Si l'on s'intéresse à l'histoire de notre société, ces projets « théoriques » montrent que l'élaboration de notre cadre de vie se fait tout autant par ce qu'on appelle « l'architecture de papier » que par des réalisations. L'architecture de la ville s'écrit par à-coup, entre pragmatisme et symbolisme, réalisme et futurisme, et même retour en arrière.

Enfin, La Défense illustre un autre aspect de la culture française, mis en exergue par Rem Koolhaas⁴⁴, qui constatait qu'aucun pays européen n'avait été aussi amoureux de la modernité dans les années soixante que la France. La Défense, avec le RER, le TGV⁴⁵ et le Concorde⁴⁶ en constitue une des figures les plus abouties dont la notoriété aujourd'hui est internationale : un atout majeur pour le Grand Paris dans la compétition mondiale des villes.

▷ Virginie PICON-LEFEBVRE

44 Lors de la conférence donnée au colloque international d'architecture au Centre Pompidou, le 1^{er} et le 2 octobre 2009, il déclarait : « La modernité (en France) apparaît comme une affaire excitante et très populaire... »

45 Mis en service dans les années quatre-vingt, le premier TGV est élaboré dans les usines Alsthom en 1971, sur des études lancées dès les années soixante.

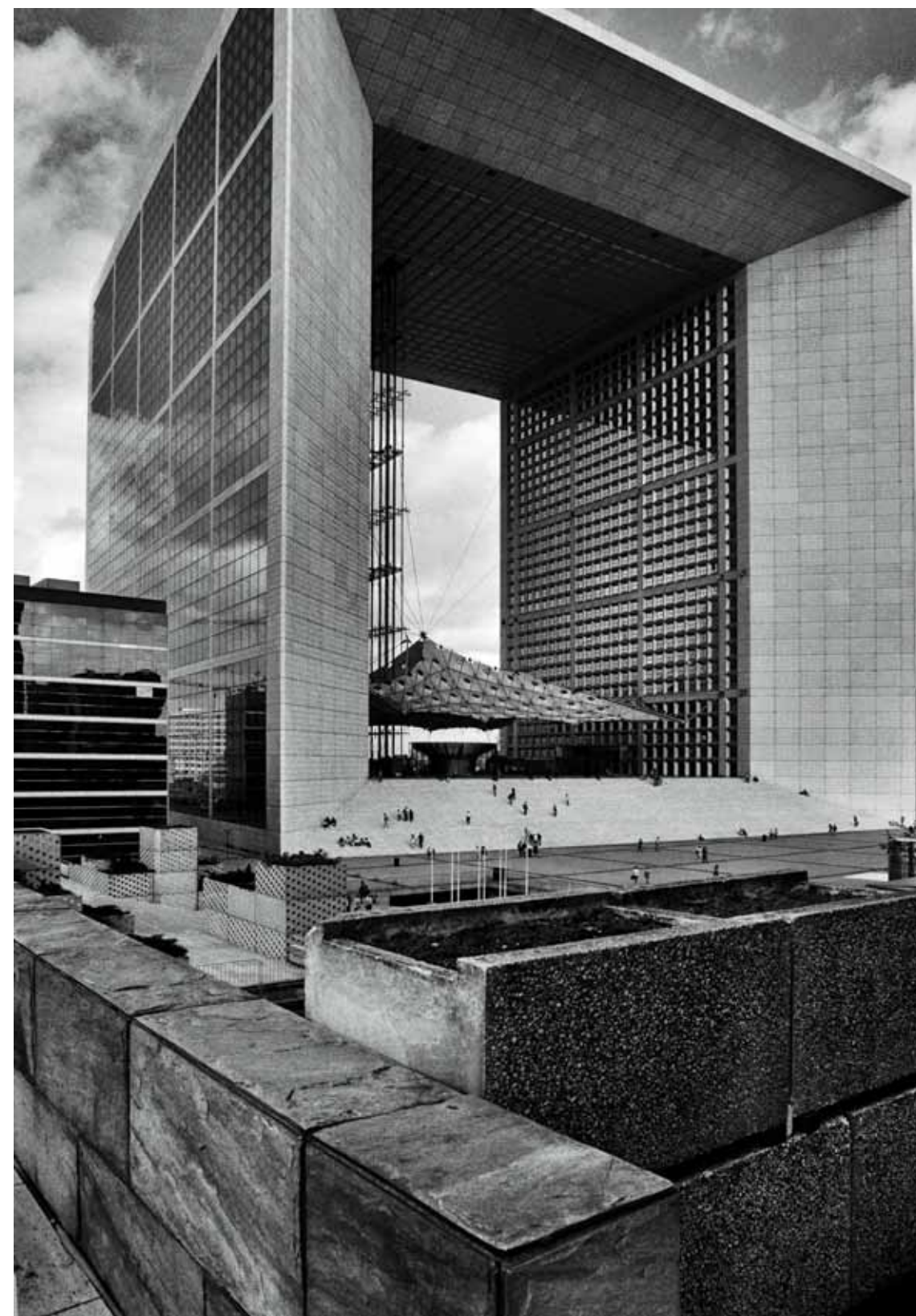
46 Ce dernier est franco-britannique, mais son premier vol d'essai se fait en 1969 au-dessus de Toulouse.



Ouvriers sur le chantier de
La Défense, photographies de
Martine Franck, 1989.
© Martine Franck / Magnum Photos.



La Défense, photographies de
Raymond Depardon, 1997.
© Raymond Depardon / Magnum Photos.



La Défense, photographies de
Ferdinando Scianna, 1993, 1997.
© Ferdinando Scianna / Magnum Photos.



Le site de La Défense,
vue de profil depuis
Boulogne-Billancourt.
Photographie de Alex MacLean, 2010.



Datations : bâti, espaces verts, dalles, voirie et cimetières

1 carré = 500 m

Espaces verts :
couleurs hachurées

Bâti : couleurs en aplat

Dalle :
couleurs transparentes

< 1934

1935 / 1949

1950 / 1959

1960 / 1965

1966 / 1969

1970 / 1973

1974 / 1981

1982 / 1990

1991 / 1998

1999 / 2003

2004 / 2011

[6] VUES D'AVION

Photographies aériennes de Alex MacLean, 2010.



Le site de La Défense Seine Arche vu depuis l'ouest.



La plaine de Nanterre vue depuis la Seine.



Les cimetières à l'ouest de la Grande Arche.



L'Axe et la Grande Arche vus depuis l'ouest.



Les quartiers de Courbevoie jouxtant La Défense.



La Défense vue depuis le sud-est.



La Défense vue depuis le sud.



Le quartier Valmy au sud-ouest de la Grande Arche.



Les tours de bureaux du quartier Valmy devant les tours de logement de la cité Pablo-Picasso.



Les jonctions de la dalle, au nord.



La tour Cœur-Défense.